

Vivons heureux, vivons petit !

(Article largement inspiré par le Hors-Série 13 du magazine
« La Maison Ecologique » de Juillet 2020)

Le secteur du bâtiment a un impact considérable sur l'environnement, notamment de par la consommation de terres agricoles que nécessitent les nouvelles constructions, mais également à cause des modes constructifs majoritaires, utilisant des matériaux issus de l'industrie du pétrole ou d'un extractivisme acharné de ressources limitées.

La question du nombre de logements, de leur mode de fabrication et de leur taille, se pose donc à nous comme une évidence: comment mieux répartir les logements, les utiliser en adéquation avec les idées de décroissance, voire utiliser l'habitat comme outil d'émancipation vis à vis de la société de consommation.

C'est ce dernier point que nous allons principalement développer, en abordant la question de la taille des logements et par extension le thème des habitats mobiles.

Habiter petit invite à se délester

Avant toute chose, il est nécessaire de rappeler qu'aujourd'hui la majorité des personnes habitant dans des logements de taille réduite le font par contrainte et bien souvent dans des conditions lamentables (8% des ménages sont en situation de surpeuplement). L'objectif est donc d'aller vers une « décroissance » choisie de la taille des logements, en rapport avec la composition des foyers, et non une « récession » subie par une partie de la population défavorisée.

Une étude de l'Insee (enquête logement 2013) montre que la superficie par personne est passée en France de 31 à 40 m² entre les années 80 et aujourd'hui, avec de fortes disparités entre maisons et appartements, et bien sûr entre niveaux de revenu et de patrimoine. Cet

accroissement provient de l'agrandissement de la taille des constructions neuves mais aussi de la diminution de nombre d'habitants par logement.

Cependant, ces dernières années ont également vu le développement de l'utilisation de types d'habitats de taille réduite et/ou mobiles. Il s'agit d'une part de maisons de moins de 50m², construites de façon écologique, et d'autre part d'habitats légers : yourtes, tiny-house, roulottes voire fourgon aménagé.

En lien avec les concepts de sobriété, les logements de taille modeste incitent à se délester du superflu, à ne pas céder à l'accumulation de biens et incitent à la création de liens et au partage.

En effet, la diminution de la taille des constructions ne peut se faire que si des lieux de rencontre, d'entraide et de sociabilisation existent.

Aspect environnemental de l'habitat sobre

Afin de lutter contre l'étalement urbain, qui consiste à grignoter des terres cultivables pour construire, il existe plusieurs solutions : l'utilisation de l'existant et sa rénovation, mais aussi le partage d'habitat.

Cela peut se faire dans le cadre d'un projet d'habitat partagé structuré et porté par un groupe d'habitants ou plus simplement en décidant de regrouper certaines fonctions afin de rationaliser l'espace utilisé et les ressources consommées : buanderies, chambres d'amis, local technique, salle de réception...



Les habitats de taille modeste ont également l'avantage de nécessiter peu d'énergie et ce tout au long de leur cycle de vie.

En effet, il faut avoir une vision globale dans ce domaine, de la construction à l'éventuel retraitement des matériaux en cas de sinistre ou démolition.

Hormis la quantité de matériaux mathématiquement inférieure pour la construction d'un logement de 40m² que pour celle d'une villa de 150, la plupart des constructions de ce type utilisent des matériaux biosourcés voire locaux.

On compte principalement des maisons en ossature bois, avec utilisation pour isoler de paille, de torchis ou de fibres végétales ou animales (chanvre, lin, laine...). Sont également présentes les constructions en terre crue, qui permettent d'utiliser le matériau le plus local qui soit.

Ces modes constructifs sont en fait véritablement traditionnels et ont été utilisés avec des particularités locales selon les disponibilités en ressources jusqu'au milieu du XXe siècle et l'industrialisation de la construction à grand renfort de béton, acier et matériaux synthétiques dérivés du plastique.

Ces matériaux ont donc peu d'impact sur l'environnement et sont facilement

réutilisables ou recyclables. De plus, certains modes de construction permettent de ne quasiment pas impacter le sol et permettent une intégration harmonieuse dans le paysage.

L'avantage des petits habitats réside également dans leur faible consommation d'énergie, notamment pour le chauffage. Il est possible d'envisager dans ces cas des productions d'énergie locales qui permettent de se passer de l'infrastructure et du réseau de distribution d'énergie, principalement d'origine nucléaire.

Conclusion

La question de l'habitat apparaît donc comme un enjeu majeur, au niveau écologique mais également social et économique.

Le logement est généralement le poste de dépense le plus élevé pour un ménage, du fait de loyers ou de crédits à rembourser souvent importants.

La sobriété choisie en termes de taille de logement permet de reconsidérer complètement le rapport au travail et au revenu que celui-ci apporte : un habitat léger représente un coût nettement moins élevé qu'un logement traditionnel, ce qui permet de se libérer plus facilement du poids financier et des contraintes en termes de nécessité de revenu que cela implique. On peut ainsi envisager une diminution de son temps de travail rémunéré, afin de se consacrer à d'autres activités.



En octobre dernier nous avons pris la route en direction de la Belgique et plus précisément de la ville de La Louvière pour assister au Festival de l'habitat léger se trouvant sur l'ancien site de la Friche de Bosch.

Yourtes, Roulottes, Tiny houses, géodômes, projets citoyens, échanges et expérimentations pour un mieux vivre ensemble plus solidaire, social et culturel, toutes les valeurs et interrogations sur l'habitat que nous partageons, nous en avons vraiment pris plein les yeux.

Mais comment ce petit OVNI au cœur d'une ancienne friche industrielle a-t-il pu voir le jour?

En Janvier 2018, la ville de la Louvière lance un appel à projets auprès de sa population, des associations pour occuper de manière temporaire l'ancienne friche Bosch avant son réaménagement. Le but est de créer et expérimenter une autre manière de «faire la ville» plus collaborative, participative, mais aussi d'y développer des projets axés sur la culture, le social, la solidarité et l'économie circulaire.

En mai 2018, la ville de la Louvière a sélectionné 9 projets qui s'implanteront pendant 1 an sur le site de la friche de Bosch.



Le village d'habitats légers permet d'échanger, d'expérimenter et de créer de nouveaux modes d'habitat plus respectueux de l'environnement. Au long de cette année, il y a eu sur le site des chantiers participatifs pour permettre aux citoyens de repenser la manière de construire leur habitat.

Il y a eu notamment la création d'une Kerterre : maison réalisée en bois et terre issus du lieu d'implantation de la maison, mais aussi de créer des maisons ou des

serres avec des matériaux issus du ré-emploi, ce qui permet au public de se sensibiliser aux nouveaux enjeux de la construction en ces temps de crise écologique et sociale.

Le village d'habitats légers propose également de vivre le temps d'un week-end ou d'une nuit dans ce type d'habitat.

L'éco-guinguette, et le projet « Aujourd'hui pour demain » quant à eux s'interrogent sur la problématique de l'alimentation durable en zone urbaine, mais également le lien social dans les villes. On trouve sur le site une serre permettant de cultiver des légumes servant à la création de repas dans l'éco-guinguette, mais aussi destinés à fournir des paniers de légumes en partenariat avec les agriculteurs du coin à destination des habitants de la Louvière. Des ateliers culinaires pour apprendre à bien manger, et des soirées festives sont également proposés.

Le Houblon From la Louvière a pour objectif de réimplanter dans la Louvière une culture urbaine de houblon 100% local sur la friche de Bosch mais elle a permis aussi aux habitants qui le souhaitent d'adopter un plant de houblon pour participer au processus de fabrication d'une bière locale.

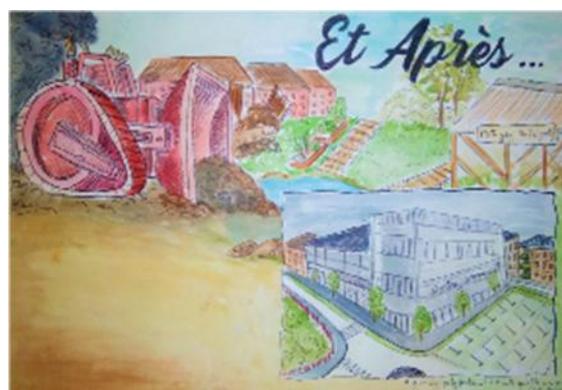
Un pôle dédié à la fabrication et au réemploi avec la création d'une recyclerie, qui permet aux habitants de déposer les objets dont ils ne se servent plus et pouvoir leur redonner une seconde vie. Malheureusement à la suite de plusieurs dégradations dans la recyclerie, celle-ci a décidé de quitter la friche pour aller s'implanter ailleurs. Mais des ateliers axés autour du recyclage et du réemploi ont continué à voir le jour tout au long de l'occupation de la friche.

Le recyc'LLab quant à lui est un laboratoire à destination des habitants, qui

permet de recycler du plastique de nos usages quotidiens pour transformer en objet.

Le coin dédié à la culture et aux loisirs : avec la création d'un skate parc mais également un musée plein air, où tout les citoyens peuvent laisser leur contribution artistique mais qui peut également servir de scènes pour les concerts organisés tout au long de l'année.

Comme vous pouvez le voir, c'est vraiment une micro ville qui s'est installée sur cette friche, plus axée sur l'humain et qui permet de penser le circuit court dans sa globalité mais qui permet aux citoyens de prendre part à la vie de la cité. Chaque pôle de cette ville (pôle de l'habitat, pôle de loisir, pôle du travail etc) n'est pas pensé comme une unité à part mais bien comme faisant partie d'un tout, interagissant les uns avec les autres et se mélangeant ensemble.



En décembre 2019, cette expérimentation de vivre la ville autrement s'est arrêtée, pour laisser place aux bulldozers, permettant la réhabilitation de cette ancienne friche, dont l'objectif est d'y créer un «nouveau quartier polyfonctionnel à haute qualité environnementale» d'après le dossier de presse de la ville de la Louvière.... Sur cette friche il y aura donc à l'avenir un parc public, un centre de la céramique, une cité administrative mais également un grand complexe

Ménager plutôt qu'aménager

Notre empreinte écologique n'est pas soutenable et c'est, en partie, à cause de nos modèles urbains.

Le productivisme a un pendant en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme : le fonctionnalisme. Le territoire doit y faire l'objet d'une organisation rationnelle et systématique : habiter, travailler, consommer, se divertir, circuler. Ce fonctionnalisme, comme idéologie, a pour conséquence l'étalement urbain, avec sa forte dépendance à l'automobile, comme l'a rappelé le mouvement des Gilets Jaunes.

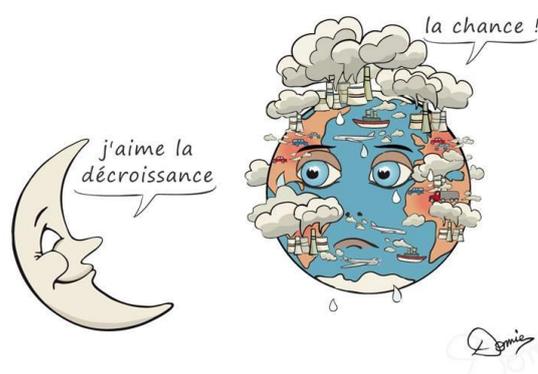
Or, une ville ne peut se résumer à l'addition de fonctionnalités et au zonage qui va de pair.

Comme le définit l'urbaniste et philosophe Thierry Paquot, « l'urbanisme est l'art des relations, des transitions, des combinaisons. Il ne peut se contenter de « gérer » des opérations urbaines, de dessiner des plans d'aménagement... Il vise un art de vivre qui doit composer avec les avancées technologiques d'une part, car elles modifient les mobilités des citoyens et les exclusions qu'elle génèrent, et les relations entre le monde vivant et les humains d'autre part. » (La folie des hauteurs, Bourin, 2008)

Aussi, là où il n'y a plus que des procédures standardisées et des normes, au détriment du cas par cas, de l'attention portée à chaque lieu et aux gens qui le fréquentent, la ville subit les logiques néolibérales et ses politiques productivistes.

La concentration humaine, dans les villes hissées au rang de métropoles, est un phénomène fort développé : chaque région y va de ces ambitieuses métropoles qui les feront exister sur les cartes du monde.

Ce phénomène se fait aussi via des mécanismes dépolitisés : conception institutionnelle et verticale des pouvoirs ; omnipotence des experts.



De plus, l'accroissement des flux et la complexification administrative et juridique s'accompagnent d'outils de gestion de plus en plus perfectionnés et qui de fait perpétuent l'existence d'un pouvoir. Pour mieux faire accepter la métropolisation, les coordinateurs du dossier La fin des villes (Carnets de la décroissance n°3, 2016), Guillaume Faburel et Mathilde Girault, ont identifié cinq points : l'hospitalité (quand on ne veut pas dire attractivité et construction de logement... pour les plus riches) ; l'intensité (quand on ne veut pas dire croissance urbaine et densification) ; la sobriété (qui est celle des économies d'énergie et non pas celle du rejet du consumérisme) ; le pari de la connaissance et la ville inventive (pour ne pas dire recherche & développement, logique compétitive et obsession de l'innovation) ; la résilience (autrement dit s'adapter ou périr).

Amusez-vous à repérer cette novlangue près de chez vous !

Dans son Petit Traite de la décroissance sereine (Mille et une nuits, 2007), Serge Latouche présente le projet de décroissance locale avec deux volets interdépendants : l'innovation politique et l'autonomie économique. La solution, écrit-il, « pourrait consister à reprendre l'utopie de l'écomunicipalisme de Murray Bookchin » et citant ce dernier : « il n'est pas totalement absurde de penser qu'une société écologique puisse être constituée d'une municipalité de petites municipalités,

Chacune desquelles serait formée par une commune de communes plus petites en parfaite harmonie avec leur écosystème ». La question des communs (leur reconquête et/ou leur réinvention) et l'autonomie de ces entités locales constituent une illustration possible de cette solution.

Se posent la question de la taille de ces entités : plus un territoire est étendu plus les participations citoyennes s'affaiblissent. Faux problème pourrait-on dire. Car au-delà de la dimension, c'est bien de l'existence ou pas d'un projet collectif enraciné dans un territoire comme lieu de vie en commun qui compte. La dimension est plus un problème social que quantitatif. Si l'espace est un instrument de pouvoir, il est aussi un support de solidarité et de résistance, voire de dissidence, selon que le but soit de survivre, ou au mieux d'habiter. Les coordonnateurs du dossier déjà cité s'interrogent sur cette notion de communs et la définissent comme un « agir en commun... un processus de co-engagement vis-à-vis d'un autre ; processus qui repose d'abord sur un principe, politique, d'auto-gouvernement ».

Les territoires sont donc à voir comme des communs qui doivent être gérés directement par les citoyens (ressources - naturelles, numériques -, productions etc.) Habiter est l'un de ces attributs d'une politique émancipatrice.

Habiter est une réalité bien plus large que résider, ou se loger. Habiter est ainsi défini : il a affaire avec notre rapport au monde, et se rapporte aux relations qu'entretiennent les humains avec les lieux où ils vivent, et aux territoires où ils agissent. Face au constat d'artificialisation des espaces, de la standardisation, du sentiment croissant d'accélération et de dépossession de cadres et milieux de vie, et au fait que ces lieux ne sont plus guère vivables au sens écologique et sanitaires, ni désirables au sens social et politique, d'autres rapports à la terre comme milieu de vie (ré)apparaissent (circuits courts, auto construction, fermes paysannes, reconquête des friches urbaines, multiplication des communautés de vie ; mais aussi pratiques individuelles ou mouvements de transition), d'autres façons d'habiter.

Bien sûr, il ne s'agit pas uniquement de reprendre ou de réoccuper, mais de le faire avec d'autres valeurs et d'autres principes politiques : coopération, autogestion.



Les différents auteurs cités ont une préférence affirmée pour le terme de ménagement.

Ménager plutôt qu'aménager, c'est-à-dire prendre soin, être attentionné vis-à-vis de l'individu, et lui faciliter la ville et l'urbain. Ce ménagement, il est bien entendu que dans une société de décroissance telle que nous la souhaitons ce sont les habitants qui directement l'organisent et le gèrent !

Les biorégions, nouveaux territoires de la décroissance

La crise écologique contemporaine incite nos sociétés à repenser leur rapport à la nature et à envisager de nouveaux référents politiques. C'est ce que propose le biorégionalisme, doctrine politique qui repose sur le concept scientifique de biorégion, et qui vise à substituer aux frontières administratives actuelles des limites naturelles. Si l'idée de biorégion commence à émerger en France, notamment par le biais des travaux de l'urbaniste italien Alberto Magnaghi, il faut noter qu'elle est apparue dès les années 1970's aux États-Unis.

« Littéralement et étymologiquement parlant, une biorégion est un « lieu de vie » (life-place) – une région unique qu'il est possible de définir par des limites naturelles (plus que politiques), et qui possède un ensemble de caractéristiques géographiques, climatiques, hydrologiques et écologiques capables d'accueillir des communautés vivantes humaines et non humaines uniques. Les biorégions peuvent être définies aussi bien par la géographie des bassins versants que par les écosystèmes de faune et de flore particuliers qu'elles présentent ; elles peuvent être associées à des paysages reconnaissables (par exemple, des chaînes de montagnes particulières, des prairies ou des zones côtières) et à des cultures humaines se développant avec ces limites et potentiels naturels régionaux. Plus important, la biorégion est le lieu et l'échelle les plus logiques pour l'installation et l'enracinement durables et vivifiants d'une communauté (Thayer 2003, p. 3). »

C'est donc la première proposition du biorégionalisme : changer d'échelle, arrêter de penser global, et réorganiser nos modes

de vie (nos sources d'alimentation, notre production d'énergie) à l'échelle de la biorégion.

Pour Mathias ROLLOT, architecte et auteur d'un manifeste biorégionaliste, les Territoires du vivant. Un manifeste biorégionaliste (François Bourin, 2018) «Le biorégionalisme se pense autant de manière locale qu'interlocale, la vie se noue dans un entrelacement d'échelles. La biorégion est définie par des critères à la fois naturels et culturels. Pour l'identifier, on peut se demander quelles relations humains et non-humains ont-ils nouées à cet endroit, de manière durable et saine ?» Les liens culturels que les hommes ont tissés avec le territoire qu'ils habitent ont donc aussi leur importance : chaque biorégion est donc différente, en raison de ses critères écosystémiques, mais aussi de la manière dont elle a été habitée. En étudiant des tribus amérindiennes, Kirkpatrick Sale a observé que leur répartition sur le territoire suit scrupuleusement ce que lui aurait défini comme des biorégions. Elles puisaient de ces territoires leurs moyens de subsistance de manière durable, selon un modèle à l'opposé de celui qui propose d'importer des vêtements depuis la Chine. Puisque toutes les ressources et les moyens de production sont à portée de main dans sa propre biorégion, autant les fabriquer là où ils seront utilisés.

Mais limiter les échanges ne veut pas dire couper les ponts. Le modèle de ces tribus amérindiennes est un bon exemple pour comprendre un autre aspect du biorégionalisme : chacune des biorégions est profondément reliée l'une à l'autre, et toutes sont traversées par des échanges

culturels et économiques. Il n'est pas question d'autarcie, mais plutôt d'autonomie.

Mais il ne s'agit pas non plus de « localisme » et de maintenir chaque population dans l'écosystème qui lui convient. Dans son manifeste, Mathias Rollot propose au contraire cinq thèmes pour aboutir à une définition complète de la pensée biorégionale : elle doit être antiraciste, anticapitaliste, antispéciste, antidéterministe et antinationaliste.



Dans le cadre de la production d'une étude réalisée en 2019 pour le Forum Vie Mobile, l'Institut Momentum, a produit une étude sur l'hypothèse de la création de huit biorégions en 2050, en Ile-de-France

Nous sommes presque en 2050. L'Île-de-France a subi une fragmentation forcée résultant du Grand Effondrement. À partir de 2019, les effets du dérèglement climatique sont devenus de plus en plus perceptibles, obligeant une partie de la population francilienne – la plus aisée – à quitter la région. En raison d'une crise économique liée à l'interruption erratique des flux de la mondialisation, la carte des activités a dû être redessinée et la capacité d'autoproduction renforcée. Le tissu des bassins de vie s'est redéployé autour de localités plutôt rurales et s'est profondément relocalisé. La vie quotidienne a retrouvé une forme de convivialité de proximité, à base d'entraide et de solidarité. Les hypermarchés ont disparu, démontés pour récupérer le fer et l'aluminium. Certains centres commerciaux ont été transformés en serres de pépinières. Le périphérique a été couvert de verdure et transpercé de radiales cyclistes et pédestres qui conduisent aux biorégions limitrophes. La fin des moteurs thermiques, liée à la pénurie de pétrole et à des décisions politiques, a induit une atmosphère nouvelle. L'ozone atmosphérique et les microparticules ne polluent plus l'air. Les cyclistes peuvent pédaler sans s'étouffer. Mais les épisodes de chaleurs extrêmes interdisent encore la circulation sur de grandes distances par temps estival.

Biorégions 2050 est le résultat d'un atelier de prospective sur l'Île-de-France post effondrement, téléchargeable gratuitement

https://fr.forumviesmobiles.org/sites/default/files/editor/bioregions_2050.pdf

« Les métropoles barbares » Un livre de Guillaume Faburel (extraits)

Une éthique de la décroissance pour désurbaniser la terre

Les formes de résistance expriment un besoin de tempérance et de ralentissement, une aspiration à la quiétude et à l'apaisement, un désir de ménagement. On en trouve la trace dans l'essor de la culture du slow et dans les nombreuses expériences de relocalisation (villes et rues en transition, amap, locavores, monnaies fondantes ...). Les comportements de glanage, de sevrage ou de déprise matérielle et technologique, les formes d'autolimitation en matière de consommation ou de mobilité se répandent comme des herbes folles dans les espaces en friche. Les aspirations à la « simplicité volontaire », à l'approfondissement des liens avec la nature et les autres se substituent un peu partout aux passions consuméristes et se déroberont à l'injonction permanente au « dépaysement » et au « nomadisme ».

Cela est tellement vrai que les puissances de la métropolisation elles-mêmes commencent à s'en inquiéter, comme le suggèrent par exemple cette grande enquête menée en 2015 et 2016 en France, en Espagne, en Allemagne, aux Etats-Unis, en Turquie et au Japon par le forum Vies mobiles auprès de 12 000 personnes sur leurs « aspirations liées à la mobilité et aux modes de vie ». Celle-ci a ainsi révélé aux zéloteurs de la très grande vitesse que « près de la moitié de la population interrogée rejette la dispersion spatiale des activités (travail, loisirs, vie sociale et familiale) et souhaite réduire drastiquement ses déplacements quotidiens », que « dans tous les pays représentés, les aspirations vont dans le sens d'une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux et que, dans le cadre d'une mobilisation collective, les

gens seraient prêts à transformer plus radicalement encore leur mode de vie ». La relocalisation, le ralentissement et la recherche d'autonomie constituent ainsi des perspectives sociales désirables pour une part non négligeable des populations occidentales. « Aux Etats-Unis, 20% de la population aurait déjà modifié son mode de vie dans le sens d'une « décroissance ». Et plus de dix millions d'Européens en auraient fait autant ». Parmi les « utopies » les plus désirables pour l'avenir, celle de la « décroissance » se place en tête dans les quatre pays (France, Allemagne, Italie, Espagne) étudiés par l'Observatoire Société et Consommation en 2016, la France lui réservant l'accueil le plus chaleureux des quatre.

Une telle rupture ne semble réellement possible qu'en dehors des grands agrégats des villes, contredisant radicalement l'affirmation catégorique selon laquelle « homo urbanus » serait le stade ultime de l'évolution humaine. Les multitudes de résistances observées épousent la géographie du capital dessinée par la métropolisation. C'est dans les espaces « extérieurs » aux grandes villes que l'investissement dans les infrastructures productivistes est le plus intense, et c'est là aussi que se cristallisent la plupart des mobilisations « habitantes ». Surtout, ces périphéries recèlent encore des zones où les processus métropolitains et leur police de l'espace n'ont pu jeter leur dévolu. Là, il est donc encore possible de se soustraire au gouvernement des conduites imposé par les grandes villes ; là gisent les ressources matérielles et idéelles pour fonder discrètement contre les impératifs de mobilité, de rendement, et contre la dépossession de soi en milieu urbain, de nouvelles stratégies capacitaires et d'autres présences au monde.

Cette relocalisation géographique a pour corollaire une déprise urbaine, inaperçue ou passée sous silence, qui va, dans certains cas, jusqu'à la décroissance de grands centres urbains. Cette dynamique contribue à l'émergence hors des villes d'un nombre grandissant d'espaces de retraite, de refuge voire de désertion, où se nouent des « alliances entre des groupes sociaux qui ne sont plus définis par leur position dans le système de production, mais par leur cohabitation choisie sur un territoire ». Elles donnent lieu à des expériences collectives ou plus personnelles qui peuvent embrasser la totalité de l'existence dans l'organisation communautaire ou se concentrer sur des enjeux spécifiques tels que la production agricole dans l'alliance avec la terre, des formes d'économie endogène, des mobilités partagées, des types d'habitats collectivisés, la revitalisation culturelle, l'autoproduction énergétique, etc. Le célèbre « changer la ville pour changer la vie » des situationnistes semble peu à peu s'inverser en « changer la vie pour changer la ville ».

L'écologie joue un rôle essentiel. Dans un contraste radical avec la green economy et le développement durable comme pilier du rebond productif de la start-up nation, il s'agit d'une écologie existentielle et politique. Elle passe par le ménagement de la totalité organique du vivant, de ses lieux, de ses rythmes : une réconciliation de la vie au sens premier du terme, biologique, instinctive et pulsionnelle, intimement liée au corps et des formes de vie, des manières politiques de vivre. A la fois « art de l'existence » et « possibilité de vie », cette écologie dessine ce qu'Agemben appelle des « formes-de-vie » qui relient vies végétative, sensitive et intellectuelle. Elles se traduisent par la sollicitude et la considération du soin à accorder aux différentes manifestations du vivant, une attention familière à la finitude des

ressources, le tout en s'inscrivant parfois dans la filiation critique des utopies communautaires des années 1960 et 1970.

On aurait donc tort de sous-estimer le pouvoir instituant d'une telle dynamique et sa capacité à faire émerger de nouveaux imaginaires sociaux. Elle contribue à la naissance de ces nouvelles « politiques du monde » fondées sur une compréhension politique de soi –de ses capacités, de sa place et son rôle dans le collectif-, sur une inscription dans les corps –par des usages, des pratiques, des styles de vie-, et sur leur élargissement à d'autres êtres que les humains. Véritable anthropologie écologique, ce nouvel âge du politique s'efforce de surmonter le partage moderne entre nature et culture, notamment incarné par le clivage entre la toute-puissance urbaine et le prétendu déclin des campagnes. C'est donc selon toute vraisemblance dans le hors-champ des villes que se fabriquent les « utopies expérimentales » ouvertes sur la totalité qu'Henri Lefebvre réclamait pour l'urbanisme en 1961. Et cela peut-être moins dans une perspective insurrectionnelle de la sédition collectivement organisée que dans ce « tremblement de la pensée archipélique » cher à Edouard Glissant.

Quant au cap politique, il faudra s'inspirer du « municipalisme libertaire » (ou « communalisme ») théorisé dès les années 1980 par Murray Bookchin ; c'est-à-dire dans une perspective d'écologie sociale radicale, une « société à taille humaine, décentralisée, composée de communautés politiquement autonomes et regroupées en fédération ».

Pour en savoir plus

La présentation du livre :

<https://monde-dapres.com/2020/05/01/le-verrou-civilisationnel-du-monde-dapres/>

Une intervention pour un Colloque sur le post-urbain (site de la Fondation de l'écologie politique)

<http://www.fondationecolo.org/blog/videos-posturbain>

Les gentrificateurs, animaux utiles du capitalisme

Un phénomène de ségrégation urbaine et campagnarde

Vous est-il déjà arrivé de vous promener à proximité de la gare Saint-Sauveur, près du centre de Lille ? Cet important centre ferroviaire exclusivement dédié aux marchandises jusqu'au début des années 2000, a été reconverti en un musée, un bar-restaurant, et une salle de concert. La transformation de cet édifice peut paraître tout à fait anodine, en premier lieu pour les personnes qui profitent de son ambiance et des événements qui y sont proposés. Mais la transformation d'un symbole du passé ferroviaire (et par la même ouvrier) en un lieu où se retrouvent essentiellement des membres de classes sociales culturellement ou économiquement plus favorisées, a eu le don d'étonner ou d'agacer des habitants et militants, qu'ils et elles soient lillois ou non. Les milieux scientifiques et militants semblent d'accord pour accoler un nom à ce phénomène, la gentrification.

La gentrification est donc un phénomène de remplacement, sur une zone habitable et une durée donnée, d'une population vivant de revenus modestes par une autre aux ressources plus conséquentes. Les exemples de quartiers subissant ces transformations sont légion, notamment en France : Belleville ou le Marais à Paris, la Croix-Rousse à Lyon, ou encore le Panier à Marseille.

Un mécanisme assez pernicieux

Ces phénomènes de remplacement s'observent de manière très visible en milieu urbain, notamment de par une activité militante plus importante de critique de cette forme

d'embourgeoisement. Mais il peut aussi être constaté à la campagne.

L'observation du phénomène de gentrification urbaine a commencé dans les

pays anglo-saxons dans les années 80, grâce notamment aux travaux du géographe Neil Smith. Avant son analyse sur les liens entre gentrification et marché immobilier, il a inventé le concept de « théorie du différentiel de plus-value foncière »¹, qui en gros consiste pour une collectivité territoriale ou un promoteur immobilier à laisser se dégrader un ensemble bâti jusqu'à un niveau « optimal » afin que les sommes engagées dans la réhabilitation deviennent profitables. Ce phénomène est notamment facilement observable dans le quartier populaire marseillais de Noailles, dont la dégradation est manifeste et a eu pour conséquence les effondrements d'immeubles en novembre 2018. L'implantation d'un hôtel 4 étoiles à proximité de ce quartier, dans un ancien immeuble vétuste, permet aussi de cerner le phénomène.

Les acteurs politiques et immobiliers peuvent aussi être plus actifs dans le processus d'embourgeoisement d'un territoire. Ainsi, des programmes de logements neufs et des constructions de nouvelles lignes de transport en commun sont prévus dans le cadre de l'accueil des jeux olympiques de 2024 à Paris, notamment dans la ville de Saint-Denis où le stade de France sera l'enceinte sportive vitrine de cet événement. Cet apport de nouvelles infrastructures risque fortement d'augmenter le prix des terrains aux alentours, engendrant un possible départ contraint des dernières populations précaires qui avaient une possibilité de se loger sans trop de frais à proximité de Paris.

La classe politique, notamment municipale, peut aussi faire preuve de bonne volonté en désirant améliorer le cadre de vie de quartiers considérés comme populaires en les embellissant, par exemple par un verdissement des rues ou la construction de parcs. Cependant, si le quartier bénéficiant de l'embellissement est en majorité composé de logements privés où le coût de l'immobilier est relativement libre, l'embellissement effectué engendrera mécaniquement une augmentation des coûts de l'immobilier souvent insurmontable pour les classes populaires vers lesquelles étaient en premier lieu destiné cet embellissement. Un exemple frappant à New-York d'une ancienne ligne de chemin de fer en hauteur convertie en chemin paysager a encore une fois entraîné un changement de population aux abords de ce site 2.

Nous comprenons donc bien que les actions engendrant la gentrification de quartiers populaires, qu'elles soient intéressées ou non par une logique capitaliste, sont assez difficiles à cerner sans un minimum de connaissances dans des domaines comme l'urbanisme, le marché immobilier ou l'économie. Et le temps que les populations précaires se rendent compte que l'action de gentrification est lancée, il est bien souvent trop tard pour faire machine arrière.

Des campagnes réellement épargnées ?

La campagne fut longtemps considérée par les purs citadins (c'est-à-dire celles et ceux n'y ayant pas d'attache familiale) comme assez peu attractive, et essentiellement dévolue à la production agricole. Mais le regard des citadins a changé au cours de la seconde moitié du vingtième siècle, quand ils ont commencé à considérer la campagne comme quelque chose d'authentique et d'extrêmement vert

comparativement aux espaces bétonnés de villes envahies par la voiture³.

Le regard bienveillant des citadins sur une supposée authenticité campagnarde a tout de même ses limites, et ils vont commencer à façonner la campagne avec leurs imaginaires façonnés à la ville. Les maisons occupées par ces néo-ruraux peuvent être lourdement rénovées et embellies, alors que les anciens occupants n'avaient les moyens et le temps que d'effectuer de menues restaurations. Les jardins seront beaucoup plus entretenus par les néo-ruraux, qui ont des contraintes temporelles beaucoup moins élevées que celles des agriculteurs qui s'occupent en priorité de leurs champs. Un certain nombre de néo-ruraux semble donc avoir des difficultés à adapter leurs pratiques d'habitat aux réalités des lieux dans lesquels ils s'installent.

Cela va sans dire que les actions d'embellissement peuvent avoir, comme à la ville, des conséquences inégalitaires sur les prix de l'immobilier, entraînant l'éloignement de populations plus précaires et ainsi l'allongement de leur temps de trajet pour aller au travail.

Dans certains villages ayant des potentialités touristiques extrêmement élevées, des changements sont aussi à remarquer dans le tissu commercial. Les commerces essentiels à la vie de ces villages (bar PMU, coiffeur, alimentation générale...) peuvent être remplacés par d'autres correspondant plus aux budgets des clientèles touristiques désirées : ateliers d'artistes, commerces de bouche haut de gamme vendant des fromages et des confitures, bars possédant un mobilier et une carte assez soignés, ateliers d'artisanat (couteaux, poterie) ne correspondant à l'artisanat historique de ces régions. Ces changements commerciaux entraînent une mise sous cloche de villages transformés en petits musées ou parcs d'attractions pour

touristes déconnectés de l'histoire réelle de ces campagnes.

Des exemples flagrants peuvent être cités comme le village provençal de Lourmarin dans le sud de la France. En plus des changements commerciaux et sociologiques cités plus haut, ce village a vu la prolifération de champs de lavande autour de demeures possédées par des personnes relativement fortunées. Ces personnes ont ainsi pu créer le paysage provençal qui a nourri leurs représentations, et qui nourrira celles des futurs touristes, alors même que cette plante n'est pas spécialement typique de cette partie de la Provence. Les agriculteurs locaux remplacent aussi leurs cultures traditionnelles par la lavande (plus précisément le lavandin, servant notamment dans le milieu de la parfumerie), étant donné qu'elle est bien plus lucrative qu'une polyculture légumière et fruitière.

Tous les néo-ruraux n'ont heureusement pas le désir d'appliquer ce genre de visions lors de leur installation à la campagne, et peuvent prendre part à la vie du village, au travers d'implications dans les associations et les conseils municipaux. Ils peuvent aussi s'investir dans des luttes locales, comme par exemple contre la construction d'un lotissement près de Sarlat en Dordogne. Les connaissances en herboristerie de certains néo-ruraux impliqués dans cette lutte a permis d'annuler le projet en pointant le fait qu'il pouvait menacer une plante endémique en voie de disparition.

Conséquences difficiles pour le vivre ensemble

Nous avons remarqué que les nouveaux habitants un tant soit peu privilégiés des quartiers populaires ou de la campagne avaient une tendance majoritaire à ne pas s'impliquer dans leurs nouveaux lieux de

vie. Il semble en effet y avoir une tendance à l'entre soi de classe (sociale, ethnique, culturelle). Cela semble quelque peu incompatible avec les motivations premières de certains gentrificateurs, qui louent notamment l'esprit d'entraide, d'ouverture, la dynamique populaire des quartiers et des villages qu'ils investissent⁴. Les conséquences sur la mixité sociale sont ainsi évidentes. Dans le quartier lillois de Fives, la création d'un lieu culturel sur l'ancienne friche industrielle de Fives Cail Babcock semble s'être faite avec les standards intellectuels de personnes jeunes et possédant un niveau d'études assez élevé, à l'image de la transformation de la friche Saint-Sauveur située dans la même ville.

De multiples actions possibles

Le phénomène de gentrification ne doit pas être pris comme une tendance inéluctable, entièrement entre les mains d'une classe politique ou d'entreprises songeant essentiellement aux gains financiers réalisables par le biais d'opérations dites de « régénération » urbaine, ou encore d'une classe sociale privilégiée embourgeoisant les quartiers ou les campagnes sans le vouloir ni s'en rendre compte. La ville a toujours été l'objet de changements dans l'agencement de ses rues, la composition de ses quartiers. Il semble donc essentiel de se demander comment changer la ville sans bouleverser les équilibres de société qui la composent. Si l'on se place dans une perspective politique réformatrice, la loi peut imposer le maintien des équilibres sociaux, notamment au travers d'une loi sur l'encadrement des loyers juste et bien appliquée.

Il semble aussi nécessaire de critiquer la transformation de certains quartiers en accumulation de commerces créant des instincts de consommation inutiles, d'objets publicitaires toujours plus intrusifs, et d'outils sécuritaires au service

de la tranquillité des privilégiés (caméras de surveillance). Des collectifs d'habitants ou de militants sont présents notamment dans les grandes villes pour lutter contre un idéal bourgeois de leur évolution. Il est nécessaire de s'imposer auprès des privilégiés, afin de recréer des espaces permettant la rencontre fortuite, la déambulation gratuite, ou encore la procrastination.

1 Interview radiophonique de Cécile Gintrac, Spéculation, gentrification, métropolisation, touristification : la grande restructuration capitaliste des villes, disponible en ligne sur paris-luttes.info

2 Article en ligne de Karine Le Loët, Gentrification verte : quand la nature en ville chasse les pauvres

3 Page web « Gentrification rurale » du laboratoire Géoconfluences de l'ENS Lyon

4 De la déségrégation urbaine, article de Jocelyn Peyret dans l'ancienne revue Lutopik

5 Fives, un village toujours prolo, un peu bobo, Marie Tranchant et Stéphane Dubromel, disponible en ligne sur Médiacités Lille

**Habiter en oiseau de Vinciane DESPRET,
préfacier Baptiste MORIZOT,
Ed ActesSud**

Qu'est-ce que serait un territoire du point de vue des animaux ? Vinciane Despret mène l'enquête auprès des ornithologues.

Car ce qui l'intéresse surtout, c'est d'observer la naissance et le développement de l'intérêt que les scientifiques portent aux oiseaux.

Où l'on voit alors que, plus on étudie les oiseaux, plus les choses se compliquent. De nouvelles manières de faire territoire apparaissent, bien plus complexes que les ornithologues ne pouvaient l'imaginer. Et si ces manières n'étaient que du spectacle, des parades dont personne n'est vraiment dupe ? Et si ce n'était qu'un jeu, pour "faire semblant" ? Et si l'on prêtait attention au fait que les territoires sont toujours collés les uns aux autres ? Ne seraient-ils pas, alors, une façon pour les oiseaux de continuer à vivre ensemble en étant autrement organisés ?

Sous la plume de Vinciane Despret, oiseaux et ornithologues deviennent intensément vivants et extrêmement attachants. À l'issue de ce livre, on ne devrait plus considérer la notion de territoire comme allant de soi. Et l'on n'entendra peut-être plus de la même façon les oiseaux chanter.

Au sommaire de ce numéro

Page 1 : Vivons heureux, vivons petit !

Page 3 : Festival de l'habitat léger

Page 5 : ménager plutôt qu'aménager

Page 7 : Les biorégions, nouveaux territoires de la décroissance

Page 9 : Les métropoles barbares, un livre de Guillaume FABUREL

Page 11 : Les gentrificateurs, animaux utiles du capitalisme